

Synthèse générale et questions aux responsables publics.

Jean-Louis Laville, professeur au CNAM, Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique, LISE (CNRS-CNAM)

Difficultés d'avoir des politiques publiques en matière l'Économie Sociale et Solidaire

1. La première difficulté tient de l'histoire car l'Économie Sociale et Solidaire est l'histoire constante d'une discrimination négative. Les habitudes ont favorisé une économie privée à but lucratif aidée par les finances publiques. Elles ne sont plus interrogées alors qu'elles peuvent produire des effets d'aubaine et de substitution. Dans le même temps, on demande sans cesse à l'Économie Sociale et Solidaire de justifier les financements minimes dont elle bénéficie. L'évaluation ne devrait pas être centrée sur la seule l'Économie Sociale et Solidaire.

2. L'Économie Sociale et Solidaire intervient conjointement sur trois plans que sont l'emploi, la cohésion sociale et la démocratie participative. Pour que les politiques publiques la prennent en compte il faut que ces trois registres soit appréciés de manière concomitante mais l'architecture traditionnelle cloisonne ces enjeux un par un.

▶ Au niveau de l'emploi, par exemple, l'enjeu de l'Économie Sociale et Solidaire ne se limite pas à l'insertion mais relève de la création d'emplois durables et professionnalisés. La confusion lancinante de l'insertion et du traitement social du chômage depuis 1980 a empêché de véritables politiques publiques.

▶ Au niveau de la cohésion sociale la difficulté réside dans le fait de s'être constitué autour de la complémentarité entre le marché et l'état. Quand on regarde l'état des services qui représentent 70% des emplois en Europe, on voit se constituer des services durablement mixtes avec à la fois une dimension personnalisée et générateur de bénéfices collectifs. Il est difficile d'intégrer des services entre le tout marché et le tout état mais c'est une condition pour qu'il y ait demain un mieux vivre sur nos territoires.

Il ne peut pas y avoir une politique qui réussisse sans une mobilisation de la société civile et une dimension de démocratie participative complémentaire de la démocratie représentative.